

ENJEU SÉCURITÉ - Sécurité et aveuglement : l'"antifascisme", fatale lubie de la gauche

FONDATEUR du parti communiste italien puis opposant à Staline, le révolutionnaire italien Amadeo Bordiga, (qui savait de quoi il parlait), disait déjà dans l'entre-deux guerres : "le pire produit du fascisme, c'est l'antifascisme". En politique, disqualifier à tout prix l'adversaire en le réduisant au fascisme, à l'hitlérisme, c'est courir à l'échec, ces dénigrement caricaturaux ne faisant au fond que le renforcer. Sur cet engrenage fatal à qui en use, Martin Heidegger a, là aussi, posé le diagnostic décisif : "Toute opposition sous forme d'anti... est pour une part essentielle déterminée aussi par cela à quoi elle s'oppose, même si elle se présente comme l'inverse de ce contre quoi elle se dresse" (*"Apports à la philosophie"*).

Quel rapport avec la sécurité ? Énorme. Car ici, la posture antifa c'est "ne-pas-faire-le-jeu-de" ; donc, nier le réel criminel. Pour les médias en première ligne, c'est ridiculiser une population livrée aux bandits et criant à l'abandon. Comment, les pauvres hères, peuvent-ils ressentir un si grotesque "sentiment d'insécurité" face à d'anodins "faits divers" ?

Or séculairement en France, la population réagit d'abord en douceur, genre "Ah si le roi savait ça...". Puis brutalement, elle s'enrage et renverse la table. Plus ce qu'elle éprouve est nié, plus les médias du système laissent des hurluberlus-sociologues-gauchistes gloser sur le fait qu'au moyen-âge, les homicides à la pertuisane étaient bien pires - et plus la réaction populaire, électorale d'abord, est violente. À mesure où, dans le pays, depuis l'inepte M. Hollande, l'insécurité réelle s'aggrave - et par capillarité, gagne jusqu'aux villages, le vote pour la droite nationale augmente : 2012, deux députés ; 2022, 88 ; à la mi-2024, ce sera peut-être 240.

Suffoqués, horrifiés, les tenanciers de la médiasphère - éditorialistes, directeurs de rédactions - mesurent le désastre qu'ils ont à 100% provoqué. "Les faits-divers [encore] peuvent-ils réellement peser sur les élections" gémit un quotidien : "la séquence évoque un précédent marquant : l'agression à son domicile d'un retraité d'Orléans juste avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Papy Voise, 72 ans était apparu à la télévision le visage tuméfié. Trois jours plus tard, le Front national de Jean-Marie Le Pen accédait pour la première fois au second tour".

Autre quotidien, le lendemain "Le drame de Papy Voise qui n'a servi à rien". Poussons le raisonnement : étouffons l'affaire et Jospin est élu. Encore et toujours, une caste journalistique persiste à prendre l'électorat pour d'émotifs débiles. Et en prime, rien n'est jamais de sa faute : les réseaux sociaux font "casse de résonance"... Macron "sert de marchepied"... Que la criminalité soit matée ; que la population vive enfin en paix, sans être pillée, pourchassée ; sans être taxée d'un milliard d'euros du fait des

émeutes de bandes largement allogènes : quantité négligeable pour ces directeurs de rédactions ou éditorialistes.

S'ajoute à cela, l'indolence de journalistes police-justice qui n'enquêtent plus, ne cherchent rien, fuient le terrain comme la peste et pour qui l'essentiel du boulot consiste à recevoir des dossiers ficelés de quelque contact au ministère de l'intérieur. Travail 0%, connivence 100%.

De cela, un exemple tout récent, dans "Le Figaro", journal qui longtemps diffusa sur les affaires de sécurité des articles ou études de référence. Le 21 juin, sous la plume de M. Jean-Marc Leclerc, un article intitulé "Un cambriolage a lieu toutes les trois minutes en France". Mensonge éhonté, comme d'usage issu de l'entourage du ministre de l'Intérieur, qui a fait du truandage statistique un art inégalé, sauf peut-être en Corée du Nord.

"Avec 223 000 faits [lire, effractions] sur les douze derniers mois, ce fléau, etc." Ce journaliste ignore-t-il les données collectées par "l'état 4001" du ministère de l'intérieur ? N'a-t-il en rien vérifié les chiffres glissés par un comparse ? Les vrais chiffres sur les cambriolages en 2023 (dernière année complète) les voilà. Ils proviennent du service des statistiques de l'Intérieur, mais redressés et vérifiés par un statisticien de l'Insee, choqué par les bobards qu'assèment certains de ses collègues.

Dans L'ÉTAT 4001, outil de comptage des infractions du ministère de l'Intérieur, 4 index traitent des cambriolages, cauchemar sécuritaire des Français :

- Index 27, résidences principales ;
- § 28, résidences secondaires ;
- § 29, locaux industriels, commerciaux et financiers ;
- § 30, autres lieux (*hangars agricoles, etc.*).

Depuis l'ère COVID, les cambriolages des § 29 et 30 ont explosé : la population sort moins, télétravaille, etc. Aussi, par économie d'énergie, les rues sont moins éclairées, ce qui aveugle les caméras urbaines de vidéosurveillance. Or l'Intérieur (*qui bien sûr, possède tous les chiffres*) ne publie que ceux du seul §27 (*résidences principales*), censurant tout le reste.

Voici donc, après correction des propres chiffres de l'Intérieur, camouflés aux Français, le bilan réel des cambriolages en France en 2023.

Chiffre avoué par l'Intérieur (§27) 217 600 cambriolages ; plus ceux qu'il censure, § 28, 29 et 30 (désormais ± 50% du tout) 130 560. Total des cambriolages connus de l'Intérieur, 348 160. Le sont-ils tous ? Non : chaque cambriolé ne porte pas plainte. Reste un "chiffre noir" estimé par les "Enquêtes de victimation" à 37% des victimes, 128 800 cambriolages.

Total des effractions réellement subies par les Français en 2023, dans quelque lieu que ce soit ; déclarées ou non, ± 476 960. 1 306 cambriolages par jour, 54 par heure (*presque un par minute*). Telle est l'ampleur du camouflage/mensonge commis par l'Intérieur - et repris sans broncher par un grand quotidien d'information qui accepte, ou ignore, qu'on présente dans ses colonnes la propagande-Macron comme le réel criminel. ■